

LE TRAVAILLEUR EUROPEEN

George Seguin*

Conditions de vie et de travail : c'est un concept nouveau qui apparaît, dans la mesure où les deux termes n'étaient pas jusqu'à aujourd'hui systématiquement liés. On s'est attaché depuis une dizaine d'années à améliorer les conditions matérielles du travail (bruit, chaleur, pollution...) mais le centre de gravité de l'activité humaine semble se déplacer. Le temps de non-travail devient le plus important ; le temps de travail étant considéré par beaucoup comme un moyen de trouver des ressources pour consommer et avoir des loisirs. Comment s'organiser en fonction de ces nouveaux objectifs ? Georges Seguin évoque ici quelques perspectives qui se dessinent actuellement en Europe.



Un thème nouveau s'est inscrit, il y a peu, dans le vocabulaire contemporain : celui des conditions de vie et de travail.

L'originalité de ce thème est d'abord de coupler deux concepts (conditions de vie et conditions de travail) que les pratiques administratives et les habitudes de pensée conduisent d'ordinaire à disjoindre. L'intérêt qu'il présente, à cet égard, est d'inciter à un renversement des perspectives en faisant prévaloir la considération de la personnalité globale sur des préoccupations sectorielles. C'est, en effet, le même homme qui subit, de manière cumulative, les contraintes de la vie au travail et de la vie dans sa communauté d'appartenance.

Mais plus fondamentalement, ce à quoi nous engage le terme de « condition » dans l'expression « conditions de vie et de travail », c'est à prendre pour point de départ de la réflexion et de l'action, l'homme concret inséré, non dans un système de structures abstraites que chacun définit à sa guise selon l'idéologie dont il se réclame, mais dans des milieux d'existence vécus quotidiennement comme un ensemble de contraintes et comme un éventail de possibilités.

Nous avons postulé jusqu'ici que l'entrecroisement de nos actions sectorielles (ouvrir des routes, construire des logements, créer des espaces verts ou des équipements collectifs...) finirait par générer un environnement de qualité. Que les résultats n'aient pas répondu exactement à l'attente n'est guère surprenant. Chaque fois, en effet, qu'on s'évade trop vite vers la considération des moyens sans avoir prêté une attention suffisamment précise aux finalités, on s'expose à de pareilles mésaventures. Ici encore le concept de conditions de vie et de travail nous invite à un renversement de perspectives. C'est des aspirations de l'homme du quotidien qu'il faut partir et non d'une panoplie de moyens préfabriqués qui seraient censés assurer automatiquement son bonheur.

Le bien-être mis à mal

Le concept de conditions de vie et de travail n'est pas le produit d'une mode. Il exprime une tendance qui s'affirme avec une force croissante : l'exigence d'une plus grande qualité de vie quotidienne (milieu de travail et communauté d'appartenance). Cette exigence qui se définit dialectiquement par une insatisfaction devant la réalité ambiante et par la recherche de nouvelles valeurs, s'analyse en plusieurs composantes.

Elle procède, pour une part, du malaise multiforme qui se développe sur la base de toute une série de besoins fondamentaux

que notre société met à mal et dont elle dévoile du même coup l'importance.

Les idéologies du progrès impliquaient l'idée d'une réalité humaine indéfiniment transformable et la conviction qu'un jour surgirait un homme nouveau capable de s'adapter aux milieux artificiels (matériels et humains) que fabrique notre civilisation prométhéenne. Nous savons maintenant qu'il y a chez l'homme un donné (naturel ou historique peu importe) qui ne peut être impunément méconnu.

Un « espace central familial » : un besoin génétique

De multiples aspects du malaise contemporain (stress, tensions, attitudes agressives...) trouvent, en effet, leur explication dans l'inadéquation des divers environnements socio-culturels aux mécanismes naturels et aux structures bio-psychologiques qui assurent l'équilibre de l'individu :

- Ses sens sont exacerbés par les stimulations que le milieu technique multiplie de manière surabondante, désordonnée, chaotique.
- Les rythmes qui lui sont imposés dans sa vie de travail et dans sa vie hors travail sont souvent en discordance avec ses rythmes naturels.
- L'homme est aujourd'hui de plus en plus coupé de ses racines naturelles et privé de la féconde empoignade avec les matériaux.
- Le besoin d'un « espace central familial » qui semble être un impératif génétique pour l'espèce humaine comme d'ailleurs pour la quasi totalité des mammifères ne trouve guère à se satisfaire dans l'espace fonctionnel produit par la société industrielle.
- Le besoin d'insertion dans une culture concrète (régionale ou spécifique à un milieu) est contrecarré par les tendances au nivellement et à l'uniformité qui résultent de la primauté accordée à la rationalité instrumentale.
- Les relations humaines que privilégie la société technicienne (relations utilitaires, rapports de compétition entre les individus et les groupes, développement des rapports anonymes et sans chaleur de la vie bureaucratique, immersion dans la foule solitaire...) sont impuissantes à répondre au besoin de communication et d'associativité qui est l'une des exigences les plus profondes de l'être humain.
- Le besoin de sécurité s'exaspère à mesure que se multiplient les causes d'inquiétude face à l'avenir (craintes précises concernant

(*) Texte préparé pour la 2^e journée des Rencontres Européennes du Cadre de Vie, Paris - Déc. 1977.

(*) Directeur à la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Dublin, Irlande.

l'emploi et les menaces qui pèsent sur le niveau de vie — angoisse diffuse devant un monde en proie à des bouleversements continuels).

Une autre catégorie d'aspirations qualitatives peut être rattachée à la logique interne de notre société. Société de consommation, elle développe une exigence globale vers le mieux-être, exigence qui se traduit par une sensibilité croissante aux contraintes et par le désir d'avoir « plus de temps pour vivre ».

Les contraintes physiques et psychologiques qui affectent la vie au travail sont de plus en plus vivement ressenties (ambiances matérielles pénibles à cause du bruit, de la chaleur, de la pollution interne à l'entreprise — cadences de travail trop rapides — charge physique et mentale de travail excessive — organisation trop rigide du temps...).

La même impatience se manifeste à l'égard des contraintes qui pèsent sur la vie hors travail (longues distances à parcourir entre le domicile et le lieu de travail, heures perdues

dans les embouteillages, appartements sombres, trop étroits, mal conçus, pollution, dégradation du cadre de vie...).

Le centre de gravité de l'existence humaine tend à se déplacer vers le temps de non-travail, le travail étant considéré par beaucoup comme un moyen de gagner de l'argent pour la consommation et pour les loisirs.

Par là s'explique la force de deux grands types de revendications : réduction du temps de travail et augmentation du pouvoir d'achat. Il serait donc erroné d'opposer comme on le fait parfois, revendications quantitatives et exigences qualitatives, la qualité de la vie étant, pour la conscience collective, strictement dépendante du niveau de vie.

Dans les jugements qui sont portés sur la société actuelle, on se montre ordinairement plus attentif à ses tares qu'aux tendances qu'elle suscite vers son propre dépassement. Il est vrai qu'elle exaspère les désirs et qu'elle accroît par là même l'insatisfaction.

Mais tout n'est pas négatif dans cette tendance d'autant qu'on ne peut l'isoler d'un autre fait important : la diffusion de l'éducation. Dans le prolongement de l'exigence vers le mieux vivre, notre société développe une aspiration vers le plus-être.

Comme le montre J. Saint Geours dans « Vive la Société de Consommation », l'extension de la sphère des désirs a arraché l'individu à l'étroitesse de la situation qui était la sienne dans les sociétés traditionnelles vouées à la satisfaction des besoins élémentaires. Au plan des valeurs, il en est résulté que la thème de l'épanouissement personnel est descendu du domaine de la spéculation philosophique pour s'incarner dans une aspiration concrètement vécue par un nombre croissant d'individus.

Le désir se déplace vers la qualité

La dialectique du désir couplée à une exigence critique plus largement diffusée par l'éducation a entraîné plusieurs conséquences importantes : le désir tend à se déplacer



de la quantité vers la qualité et la notion de santé s'est élargie.

Il semble que la notion d'environnement conçue initialement, à travers le phénomène des pollutions et des nuisances, comme un ensemble à préserver, s'enrichit d'une nouvelle composante. Il apparaît comme un milieu à enrichir en créant un plus large éventail de possibilités offertes à l'épanouissement de la personne.

Par ailleurs de nouvelles demandes apparaissent et se développent (demandes de cadre de vie, de santé, d'espaces verts, de culture, de loisirs...).

Ce qui vient d'être dit du thème de l'épanouissement personnel peut être étendu à un certain nombre de valeurs, notamment à celles que les Français inscrivent aux frontons de leurs mairies. On ne se contente plus désormais de les entendre célébrer dans des discours, on exige qu'elles s'incarnent dans la vie quotidienne.

En effet le besoin se fait de plus en plus vivement sentir de recréer des formes de vie col-

lective qui retrouvent quelque chose des valeurs sur lesquelles reposaient les communautés de jadis et qui donnent naissance à une société plus conviviale.

De plus, le sentiment de justice s'exaspère au spectacle des inégalités que la société de consommation matérialise dans le cadre et dans les conditions de vie.

Enfin, l'exigence de liberté se fait à la fois plus précise et plus pressante. L'individu n'entend plus être considéré comme un petit soldat dans les différents domaines de son existence quotidienne. Un nombre croissant de travailleurs, surtout parmi les plus jeunes, ne tolèrent plus d'être tenus pour des sujets passifs, dociles instruments de décisions prises par des technocrates proches ou lointains. Ils entendent avoir leur mot à dire sur l'environnement et l'organisation de leur travail.

Les cadres revendiquent de participer au processus de décision. L'administré admet de moins en moins bien de recevoir des papiers comminatoires, impolis, rédigés en

une langue ésotérique. Il entend être accueilli correctement par l'homme en guichet et si possible par un fonctionnaire avec lequel il pourrait communiquer autrement qu'à travers un grillage. Le même phénomène de mise en question se rencontre dans toutes les organisations et institutions détentrices d'un pouvoir intellectuel ou spirituel. Les maîtres à penser ne font plus recette, les experts ne suscitent plus le respect admiratif qui fut longtemps leur privilège, les églises ont du mal à faire prévaloir une orthodoxie, les syndicats et les partis sont, de temps à autres, débordés par une base qui ne se plie plus aussi docilement aux injonctions des appareils.

Pour mettre en évidence ces tendances et leur dynamique interne, nous considérons

*Un nouveau vocabulaire syndical :
qualité de la vie, sécurité dans le travail,
et participation, après un siècle
de quête du niveau de vie.*



rons successivement les pressions qui s'exercent pour la prise en compte des aspirations qualitatives, les nouveaux courants de pensée auxquels elles ont donné lieu, les initiatives qu'elles ont suscitées.

Le malaise de l'Europe : une pression diffuse

On peut mentionner d'abord une pression diffuse résultant du malaise global qui affecte les nations européennes et qui se manifeste par de nombreuses luttes partielles.

La force de cette pression est évidemment variable selon les pays. Elle est fonction du niveau de développement et corrélativement de la plus ou moins grande persistance des structures sociales et mentales héritées des sociétés antérieures. Ainsi les revendications venant de la base pour l'amélioration des conditions de vie et de travail commencent seulement à émerger là où les cultures traditionnelles et donc les habitudes d'acceptation et de résignation restent prégnantes. Elles connaissent, au rebours, leur maximum d'intensité dans les pays hautement industrialisés.

Un autre aspect de cette pression diffuse qui revêt un certain caractère de généralité, est constitué par l'attitude et le comportement des jeunes à l'égard du travail et des relations sociales. En nombre croissant, en effet, ils contestent les formes traditionnelles de l'autorité, manifestent une allergie grandissante à l'égard des tâches susceptibles de nuire à leur équilibre ou d'amputer leur personnalité, exigent d'autres types de relations avec autrui, avec les institutions, avec la nature.

La pression syndicale : sécurité et participation

Les revendications proprement économiques (salaires, fiscalité, prestations sociales) restent au premier plan de l'action syndicale. Quelle que soit l'idéologie dont elles se réclament, toutes les organisations représentatives des travailleurs posent, comme principe de base, que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs passe d'abord par une augmentation individuelle du pouvoir d'achat.

Cependant depuis plusieurs années, les syndicats tendent à donner à leurs revendications un tour plus qualitatif. Ainsi la crise que nous subissons et qui est certainement plus profonde que beaucoup ne l'avaient imaginé, a mis au premier plan des préoccupations le problème de l'emploi qui renvoie à l'un des besoins fondamentaux évoqués plus haut : le besoin de sécurité.

Un intérêt de plus en plus vif est porté au problème des conditions de travail envisagé dans sa globalité (milieu physique de travail, contraintes physiologiques et psychologiques, nouvelles formes d'organisation du travail). L'accent est mis principalement sur les problèmes de sécurité et de santé et sur la réduction de la charge physique et mentale du travail. Une certaine prudence se marque dans les jugements que portent les syndicats sur l'enrichissement des tâches (« job enlargement », « job enrichment », groupes autonomes...), prudence inspirée par la crainte que ces initiatives n'entraînent une intensification du travail et donc une aggravation des conditions de l'activité professionnelle.

Un autre grand thème sur lequel portent les revendications des travailleurs et de leurs représentants est celui de la participation

*Les femmes : 40 % de la force
de travail en Europe ;
souvent les emplois les moins qualifiés...*



aux décisions : participation au niveau de l'atelier et du bureau — participation au niveau de l'entreprise (c'est la fameuse question qui est posée avec force dans plusieurs pays européens de la représentation des travailleurs dans les organes de direction) — participation au niveau national (il s'agit de la participation aux décisions concernant la politique des revenus, la Sécurité sociale, le développement économique).

Enfin, depuis quelques années, l'action syndicale tend à intégrer les problèmes de la vie hors travail. Elle porte sur un certain nombre de thèmes précis : les nuisances industrielles et la sécurité des populations, les transports et la vie urbaine, le cadre de vie et la consommation, les conditions d'accès aux loisirs et à la culture. Mais à travers et par delà ces revendications concrètes, c'est, ici et là une réflexion en profondeur qui est engagée sur les choix politico-économiques qui président à la production des « structures bâties » et sur le type de rationalité qui gouverne la société industrielle.

La pression exercée par les mouvements sociaux

L'un des phénomènes les plus caractéristiques de notre temps est probablement le développement des initiatives spontanées par delà l'action des appareils. De cette créativité sociale, l'essor pris par le mouvement associatif est l'une des illustrations les plus significatives. Les associations assument deux fonctions importantes : une fonction critique, qui à travers de multiples mises en question, conduit à un réexamen de notre modèle de croissance ; une fonction de création sociale qui consiste à remplir des tâches que les institutions n'assument pas ou assument mal, à promouvoir de nouvelles formes de loisirs et de culture, à expérimenter de nouveaux styles de rapports humains.

L'homme est-il paresseux de nature ?

La montée des aspirations qualitatives suscite aussi de nouveaux courants de pensée et par là même amène à une nouvelle conception du citoyen et de l'homme au travail. Les idées traditionnelles sur lesquelles se fondent ou continuent à reposer la plupart des institutions de nos sociétés sont, en gros, les suivantes : l'homme moyen répugne au travail — il lui déplaît d'assumer des responsabilités, de prendre des décisions et d'exercer son jugement — les motivations pour le travail sont essentiellement d'ordre économique. De tout cela, il résulte qu'il doit être contraint, dirigé, contrôlé. Les individus se répartissent en deux groupes : une majorité qui répond à cette description et une minorité qui aime prendre des responsabilités et faire preuve d'initiative.

La nouvelle conception du citoyen et de l'homme au travail pose, au contraire, que l'homme n'est pas paresseux par nature, qu'il s'implique volontiers dans une tâche (métier ou activité sociale) si celle-ci est de nature à répondre à ses besoins et à ses aspirations, qu'il souhaite assumer des responsabilités, qu'il possède des situations auxquelles il est confronté (milieu de travail et milieu de vie) une connaissance dont aucun expert ne peut se prévaloir quelle que soit sa compétence ou sa conscience professionnelle.

Une nouvelle conception des organisations et des structures de la société se fait progressivement jour. On incline à penser que les structures pyramidales, « pharaoniques », avec leurs stratifications et leurs rigidités ne

sont plus adaptées au fonctionnement des organisations modernes qu'il s'agisse de l'entreprise ou des diverses institutions de la société et de l'État. La société moderne se doit de constituer un réseau à foyers multiples en tension dialectique les uns avec les autres. D'où l'importance prise par les thèmes suivants : décentralisation et multiplication des centres d'initiative et de décision, mise en place d'un ensemble de contre-pouvoirs appropriés, création de structures de concertation et d'échanges à tous les niveaux pertinents de la société et des différentes organisations qui la composent, autogestion de la vie quotidienne.

La pyramide sociale, institution d'un autre âge...

La rationalité économique en vigueur repose sur plusieurs schèmes philosophiques, que nous examinerons rapidement...

En premier lieu, l'attitude prométhéenne de maîtrise de la nature par l'activité transformative (praxis). La nature est conçue, selon l'idée mise en circulation au XVII^e siècle (le mécanisme cartésien et newtonien) comme un réservoir illimité de ressources, comme un dépotoir infini, comme une matière inerte invulnérable à nos entreprises destructrices. L'activité transformative consiste à substituer à la nature, en l'exploitant, des univers artificiels qui sont la réalisation de modèles abstraits inventés par l'esprit humain.

Deuxième thème fondamental : l'idée de progrès quantitatif qui engage à un développement toujours plus poussé des forces productives, et qui a entraîné :

- le développement de la rationalité instrumentale et son extension à un nombre toujours plus grand de domaines de l'existence humaine ;
- l'accroissement du volume des investissements nécessaire à ce progrès quantitatif ;
- les économies d'échelle et de la prédominance des technostures ;
- le développement des besoins artificiels et une sensibilité accrue aux inégalités.

L'idée que le progrès économique constitue la base du progrès social. Il convient d'accroître le gâteau avant de se préoccuper de sa répartition. Pour pouvoir répondre aux besoins sociaux, il faut d'abord se soucier de développer l'économie. Toutes les choses ne sont pas possibles en même temps. Les transferts sociaux ont d'ailleurs des limites car les manipulations peuvent affecter gravement le dynamisme des nations. A partir d'un seuil déterminé et difficile à fixer a priori, l'augmentation des transferts freine l'incitation à produire, détend les énergies d'une société, entraîne la démobilité générale de l'économie.

La critique de la rationalité économique en vigueur s'organise autour de deux thèmes : une croissance réduite — une croissance soutenue, mais d'une autre nature.

Dans le premier cas, nous sommes en présence d'une critique radicale qui enveloppe le projet d'une civilisation fondamentalement différente de la nôtre. Résumée de manière triviale, l'idée très simple qui sous-tend cette critique, pourrait se formuler de la manière suivante. La voie à suivre n'est pas de travailler plus pour s'entourer de toujours plus de biens et de techniques, mais de produire moins tout en vivant mieux. Nous sommes d'ailleurs contraints d'emprunter cette voie. En effet, à continuer sur notre lancée, nous allons forcément à l'impasse parce qu'à plus ou moins brève échéance

nous manquerons d'énergies, de matières premières, de finances. Il importe donc de reconverter notre appareil économique en revenant à de petits groupes et à de petites unités productives, en faisant de la science non un instrument d'exploitation de la nature et de l'homme mais une source de créativité sociale, en développant progressivement une contre-sensibilité et une contre conscience.

Le second type de critique ne met pas en cause le projet fondamental de notre société qui est d'ajouter à la nature par la « praxis » transformatrice. Il se limite à contester la rationalité fragmentaire, linéaire, unidimensionnelle qui inspire cette praxis. La conception de base qui sous-tend cette critique, est qu'il est toujours possible de faire autrement. Ainsi il n'est pas inéluctable qu'un tracé d'autoroute défigure le paysage. Il n'est pas non plus nécessaire de raser d'un coup mille hectares de forêts pour réaliser une implantation industrielle. D'une manière générale, cette conception postule la possibilité d'obtenir que l'environnement soit respecté dans ses fonctions essentielles sans que l'économie ait à en pâtir. Ce qu'il faut inventer et promouvoir, c'est un nouveau type de rationalité économique à la fois plus large et plus souple qui intègre les aspirations qualitatives de l'homme d'aujourd'hui. Cette nouvelle rationalité est seule capable de sortir notre économie de l'impasse où l'engagent nos pratiques dévastatrices pour la nature et aliénantes pour l'individu.

Vers une nouvelle conception de la rationalité économique

Les tâches que commande la recherche de cette nouvelle rationalité économique sont multiples. Citons-en quelques-unes :

- se donner de nouveaux instruments de mesure économique intégrant les effets proprement économiques qu'entraînent, pour l'entreprise et la collectivité, « les dégâts du progrès » d'une part, l'amélioration des conditions de vie et de travail d'autre part ;
 - réduire la composante d'agressivité qu'enveloppe l'activité technicienne dans le cadre de la logique actuelle du développement : lutte contre la pollution et le gaspillage, recherche d'une croissance plus respectueuse des grands équilibres écologiques, des sites, des paysages, du patrimoine bâti, meilleure gestion des ressources naturelles, meilleure organisation de l'espace, développement des technologies douces...
 - réduire les contraintes qui pèsent de manière cumulative sur l'individu dans sa vie de travail et dans sa vie hors travail non seulement par des initiatives ponctuelles mais en agissant sur les structures des organisations et en recherchant des alternatives technologiques ;
 - mobiliser au maximum les énergies créatrices dans l'entreprise et dans la cité ;
 - à un moment où l'on assiste à la décélération de certains moteurs de la croissance et au déplacement de certaines industries vers le Tiers Monde, orienter plus résolument l'activité économique vers la satisfaction des aspirations profondes de l'homme d'aujourd'hui au lieu de créer de faux besoins pour écouler une production pléthorique.
- Les actions résultant des pressions et des nouvelles conceptions énoncées ci-dessus créent une dynamique d'ensemble qui peut être caractérisée par l'interaction et la mise en tension de trois éléments principaux : la prise en compte des aspirations qualitatives

par les pouvoirs publics et par certains managers, le développement de la participation dans la cité et dans le monde du travail, le développement de l'innovation sociale.

Vers la démocratie industrielle ?

Ces aspirations qualitatives sont-elles prises en compte par les pouvoirs publics et par le « management » des entreprises ?

Depuis plusieurs années les pouvoirs publics (gouvernements centraux et autorités locales) accordent une attention croissante aux problèmes de la qualité de la vie dans le milieu de travail et dans les communautés urbaines ou rurales. Ce souci se traduit par :

- des mesures législatives et réglementaires visant à assurer une meilleure protection de la nature et de l'environnement, à améliorer les conditions de travail et le cadre de vie, à réduire les inégalités (on doit souligner à cet

- le lancement d'actions novatrices. Parmi les initiatives les plus significatives, on peut citer les efforts faits par les municipalités pour promouvoir les transports en commun, la réalisation de micro-équipements dans les centres-villes, la politique de développement des espaces verts, la réhabilitation du cadre de vie dans les zones d'industrie ancienne.

Dans le domaine de l'entreprise, des initiatives ont été prises par un certain nombre de managers pour tenter de remédier aux aspects les plus pénibles, les plus aliénants et les plus dommageables pour les travailleurs. Les actions engagées à cette fin portent, pour l'essentiel, sur la sécurité, l'amélioration des ambiances, l'aménagement des postes de travail, la restructuration des tâches, l'introduction des horaires flexibles, la mensualisation.

paux groupes de citoyens (exemple en France les expériences d'aménagement du temps dans une douzaine de villes-pilotes).

- Dans le monde du travail, l'exigence de participation commence à faire son chemin. Les pays ont, certes, choisi des voies différentes, mais des tendances générales se dessinent. Au niveau de l'usine, le champ des thèmes faisant l'objet de décisions conjointes s'élargit bien au-delà des traditionnelles discussions sur les salaires. Au niveau de l'entreprise, les syndicats exercent une pression croissante, dans plusieurs pays de la Communauté, pour que les travailleurs soient présents dans les instances de direction sur une base paritaire avec les actionnaires. Au niveau national, les problèmes concernant les salaires, la Sécurité sociale, le développement économique ont donné lieu ces dernières années à toute une série de



Des conditions de travail héritées du XIX^e siècle ?

égard la tendance à concevoir des lois de large portée qui embrassent un grand nombre de facteurs, permettent l'élaboration de stratégies cohérentes et prévoient l'association des citoyens à l'amélioration de leurs conditions d'existence) ;

- la mise en place de politiques globales (politique de revalorisation du travail manuel, politique de l'environnement, prise en compte plus systématique des éléments qualitatifs dans les opérations d'urbanisme et dans les actions d'aménagement du territoire...) ;

Allons-nous aussi vers le développement de la participation, c'est-à-dire la démocratie industrielle et vers certaines formes de démocratie directe dans la cité ?

La seconde tendance qui se dessine est le développement de la participation des citoyens, des associations, des travailleurs et de leurs représentants à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

- Les associations jouent depuis longtemps un rôle important dans les pays anglo-saxons. Une certaine place commence à leur être faite dans les pays à tradition centralisatrice (exemple l'évolution de la législation en France ces deux dernières années).

- Des opérations originales ont été lancées qui associent les municipalités, les administrations locales, les représentants des princi-

contrats plus ou moins formels entre gouvernements, syndicats et patronat. Au niveau de la Communauté, les institutions tripartites commencent à jouer un rôle important.

L'innovation sociale en progrès

Nous avons souligné plus haut que l'un des faits les plus significatifs de ce temps était l'apparition d'une sensibilité originale soucieuse de frayer des voies nouvelles au changement social, en marge des appareils, des partis politiques et des programmes.

L'objectif qu'elle se propose est de transformer le quotidien en expérimentant, souvent à petite échelle, des styles de vie différents et des solutions concrètes susceptibles d'être adoptées de proche en proche.

Les innovateurs sociaux sont parfois des individus, le plus souvent de petits groupes. Leurs actions sont évidemment d'une très grande diversité mais on peut dire que, pour l'essentiel, elles visent à mettre en valeur l'imagination créatrice, à promouvoir la démocratie locale en redonnant aux gens le goût de la responsabilité, à mettre en place des institutions de remplacement (par exemple pour lutter contre le chômage ou pour venir en aide aux plus défavorisés), à développer de nouvelles formes d'éducation mieux adaptées à un avenir nouveau, à élaborer de meilleures méthodes pour dompter la technique, à démontrer, par l'exemple, que l'utilisation des « technologies douces » est possible...

Le pourrissement de l'Histoire ?

On doit reconnaître cependant que ces cou-

crue à la machine, une sorte de « câblage » des rapports humains. En ce qui concerne le cadre de vie, la technologie continue à être mise au service des tendances vers l'uniformité et le gigantisme.

Il faut ajouter que le contexte économique actuel n'apparaît guère favorable à la percée des conceptions novatrices dans la mesure où le souci de la rentabilité des investissements et celui de la concurrence tendent à redonner une vigueur accrue aux conceptions traditionnelles.

Il reste donc un long chemin à parcourir et bien des obstacles à surmonter pour répondre de manière plus satisfaisante aux aspirations qualitatives de l'homme d'aujourd'hui. Ce qui est en jeu, c'est moins le statut juridique de l'entreprise, que des phénomènes plus profonds comme la tolérance de la société à l'innovation et au



*Façade de l'usine
Pernod à Créteil (Région Parisienne)*

rants ne sont pas parvenus à infléchir de manière significative la logique industrielle en cours ni celle qui a présidé jusqu'ici à l'élaboration de nos cadres de vie. A bien des égards, on peut même dire que le progrès technique a, en fait, confronté et radicalisé cette logique. Le travail de nuit s'est développé. L'automatisation a permis la suppression de nombreuses fonctions pénibles mais elle a amené de nouvelles contraintes (isolement, monotonie, charge mentale élevée), provoqué l'éclatement et la dévalorisation des métiers traditionnels, affecté le système des classifications. L'introduction de l'informatique dans le secteur tertiaire a entraîné la standardisation des opérations, la scission entre une masse déqualifiée et un petit noyau super-qualifié, une sujétion ac-

changeant, la tendance des institutions à se scléroser, à se stratifier, à s'isoler, les prérogatives liées au commandement et à la prise de décision, la volonté de puissance. Les pessimistes et les cyniques considèrent que ces traits font partie de l'Être social et de la nature humaine. Nous postulons, au contraire, qu'il s'agit là de phénomènes liés à un certain type de société et que l'imagination créatrice peut vaincre les pseudo-fatalités. Reste, cependant, comme le disait Merleau-Ponty l'éventualité d'un « pourrissement de l'Histoire ».

G. S.